

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/UBS-Sauver-les-banques-et-l-euro-ou-guerre-civile-et-ou-coup-d-etat-militaire>

UBS : Sauver les banques et l'euro, ou guerre civile et(ou) coup d'état militaire

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Date de mise en ligne : mardi 4 octobre 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

UBS, la plus grande banque suisse, résultante de la fusion en 1998 entre l'Union Bank of Switzerland et Swiss Bank Corporation, a publié un rapport de 21 pages, « *Euro break-up, the consequences* » (6/9/11) [Doc. en anglais en bas de page en adjoints], d'une nature apocalyptique sur les « conséquences » de la balkanisation de l'euro, dont les auteurs sont les « économistes » Stephane Deo, Paul Donovan et Larry Hatheway.

En parallèle, pour dramatiser leurs « recherches », la polémique UBS publie encore deux terribles notes :

- **1) « La récession est passée, mais la dépression vient de commencer »** qui prévoit une austérité qui mènera à « une forme plus musclée (sic) de gouvernement » et
- **2) « L'eurozone peut se fracturer à un horizon de 5 ans »**, par Nouriel Roubini, qui est devenu l'épouvantail des financiers.

La menace brutale d'UBS - qui, certes récemment, a ouvert la boîte de pandore ses activités méta financières avec une nouvelle « perte » de plus de 2 milliards de dollars - est dichotomique : si ses banques « en faillite (sic) » ne sont pas sauvées et l'eurozone se balkanise, « un gouvernement autoritaire ou militaire, ou la guerre civile » subviendrait.

Pourquoi UBS propage-t-elle la panique, l'une des neuf banques qui contrôlent le marché des dérivés à échelle mondiale ? Pour gagner plus et(ou) pour essayer de réduire ses pertes boursières considérables ?

Comme pour les pêcheurs, en eaux troubles il est plus facile de sortir gagnant pour les neuf Banques mondiales qui contrôlent les dérivés financiers, qui d'après calcul ont dépassé le chiffre stratosphérique de près de 2 mille milliards de dollars, en face de l'exigü 74 milliards du PIB mondial.

UBS - qui, certes, a frappé le pétrole mexicain à travers une taupe (maintenant ils l'appellent « stratège »), fils d'un ancien directeur de la *Pemex* qui vend sans pudeur de l'information privilégiée de la compagnie paraétatique mexicaine - assure que « les expériences passées de fractures d'unions monétaires tendent à produire l'un des deux résultats. Ou bien il existe une réponse d'un gouvernement plus autoritaire (sic) pour contenir ou réprimer (sic) le désordre (sic) social (scénario qui tend à requérir un changement d'un gouvernement démocratique à un autoritaire ou militaire), ou alternativement, le désordre (sic) social opère avec les fractures tectoniques existantes dans la société pour diviser (sic super !) les pays, en se désintégrant en une guerre civile (sic super !) ».

Le résumé du rapport menaçant se divise en cinq parties :

- **1. « L'euro ne doit pas exister »** (dans l'état) : l'actuelle structure et ses adhérents devront changer.
- **2. « Une confédération fiscale »** sans balkanisation : « la probabilité écrasante consiste en ce que l'euro bouge lentement (et douloureusement) vers une forme d'intégration fiscale. Le quasi risque ou fracture est considéré plus coûteux et proche d'une probabilité zéro. Les pays ne peuvent pas être expulsés mais les états souverains peuvent choisir de sortir ».

- ▶ 3. « **Le coût économique** » (patrice un) : « le coût d'un pays faible (sic) qui abandonne l'euro est significatif » : une faillite souveraine, une faillite entrepreneuriale, un effondrement du système bancaire et du commerce international", ce qui "équivalait à entre 40 et 50 pour cent de son PIB la première année".
- ▶ 4. « **Le coût économique** » (partie 2) : « si c'était un pays puissant comme l'Allemagne qui abandonne l'euro les conséquences seraient : une faillite des entreprises, une recapitalisation du système bancaire et un effondrement du commerce international, ce qui équivalait à entre 20 et 25 pour cent de son PIB la première année ».
- ▶ 5. « **Le coût politique** » : le plus grand de tous. « Le pouvoir mou de l'Europe et son influence internationale s'arrêterait (...) Aucune union monétaire ne s'est fracturée sans aucune forme de gouvernement autoritaire ou militaire, ou une guerre civile ».

Dans cette ordre d'idées surgit à nouveau, Nouriel Roubini, qui agite le spectre d'une troisième guerre mondiale (Moneynews, 26/9/11).

Les mêmes circuits financiers recommencent à coïncider : Nouriel Roubini additionne à la menace pas très vieille d'Ambrose Evans-Pritchard d'il y a trois ans sur l'imminence d'une troisième guerre mondiale, curieusement huit jours avant la faillite bizarre de *Lehman Brothers*.

Nouriel Roubini considère que l'austérité fiscale peut déboucher sur une catastrophe économique suivie d'une guerre. Entre qui et qui ?

Il affirme aussi que « la crise financière mondiale et sa dépression conséquente, à l'unisson de l'instabilité politique et sociale en Europe et dans d'autres économies avancées (sic), va être extrêmement (sic) sévère », et dont « la Chine ne sera exclue » et de prédire « un atterrissage dur dans les deux années prochaines ».

Les tambours de guerre résonnaient trop aux récents sommets et aux réunions financières. Les guerres comme continuation des finances par d'autres moyens ?

En Pologne on vient de mettre en scène un choc de trains entre les États-Unis et l'eurozone quand Timothy Geithner, le discutable secrétaire du Trésor des États-Unis et instrument de la puissante banque de *Wall Street*, « a averti d'une catastrophe » les ministres des Finances européens.

Certes, des contacts à Washington assurent qu'Obama désirait décréter déjà la faillite de la banque insolvable *Citigroup* mais que Timothy Geithner s'est catégoriquement opposé (jusqu'à menacer de sa démission). Qui jouit de tant de pouvoir, pas Obama ni Timothy Geithner, mais le *Citigroup* ?

À mon avis, la raison du brutale serrage de boulon de Timothy Geithner en Allemagne est dans l'herméneutique d'Ambrose Evans-Pritchard ([The Daily Telegraph](#), 26/9/11) : « Sorry Deutschland. L'histoire a conspiré contre toi à nouveau. Tu dois signer 2 millions de millions d'euros et corrompre (sic) ta Banque Centrale, et accepter 5 % d'inflation ou tu seras condamné à un *Götterdämmerung* (Crépuscule des dieux) ».

Il détaille le « sauvetage Geithner » sous la pression brutale des États-Unis (à laquelle s'est joint Obama) : « Le paquet multi milliardaire qui se forme maintenant pour l'Eurolande a été amplement cuisiné à Washington (sic super !), en collusion avec la Commission Européenne, et est imposé (sic super extra !) à l'Allemagne avec la force absolue de la diplomatie (sic) des États-Unis ». Ouf !

Timothy Geithner administre maintenant à l'Allemagne la même recette de « sauvetage » bancaire de la post crise des États-Unis de 2008.

Dans ce petit jeu bidirectionnel des « dérivés financiers », plus que sauver l'eurozone : est-ce que ce n'est pas la banque des États-Unis qui essaie de se sauver ?

Le signe est original : ou l'Allemagne crée une hyperinflation monétaire en Eurolande ou la guerre arrive. Mieux l'hyperinflation.

Maintenant l'Allemagne aura à « chercher un mécanisme qui convertit un euro en cinq » (Reuters, 25/9/11) dans ce nouveau modèle « de stabilisation monétaire européenne ». L'alchimie monétariste convertirait ainsi 440 milliards d'euros de ses fonds de sauvetage en 2 millions de millions d'euros.

Et pour si quelqu'un ne comprend pas en Europe, le discutable *Goldman Sachs*, autre banque d'investissement insolvable (et l'un des contrôleurs de la Maison Blanche), a menacé que « n'existent plus des paradis financiers », faisant allusion au franc suisse et à l'or, les deux détenus par les « marchés » (Moneynews, 27/9/11).

Nous sommes au paroxysme de la guerre mondiale des devises !

[La Jornada](#). Mexique, le 29 septembre 2011

Traduit de l'Espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

[El Correo](#). Paris, le 4 octobre 2011.